

ANALYSE 2006



LES RECOMMANDATIONS POUR LA FUTURE PRESIDENCE DE L'UNION EUROPEENNE

Commission Justice et Paix belge francophone asbl, rue Maurice Liétart, 31/6,
B-1150 Bruxelles, Belgique, tél. 32-(0)2-738.08.01, fax. 32-(0)2-738.08.00,
info@justicepaix.be, www.justicepaix.be

Notre association travaille activement pour la meilleure compréhension et la résolution des conflits dans la région des Grands Lacs.

L'une de nos convictions est qu'il faut agir aussi au départ de la Belgique et de l'Europe et ce afin d'appuyer les processus de paix et de démocratisation en cours dans cette région du monde.

C'est d'ailleurs la raison d'être de notre investissement dans le Réseau EurAC.

Le texte qui suit comprend les éléments essentiels que Justice et Paix fait siens et qu'elle reprend pour son propre travail d'animation, d'information de plaidoyer politique sur l'Afrique centrale durant les prochains mois.

Son usage s'est d'abord situé là et non à la seule destination du gouvernement allemand.

C'est donc dans ce sens que nous l'avons travaillé et à ce titre que les associations ou individus auxquels nous le faisons parvenir doivent le lire.

En raison de la dimension régionale des problèmes et des solutions, les membres d'EurAC¹ ont décidé d'adopter une approche résolument régionale dans leurs interventions. Les membres de ce réseau sont actifs auprès des populations et des sociétés civiles de la sous-région dans différents domaines, qu'il s'agisse du développement, de la défense des Droits humains ou de l'intervention humanitaire comme peuvent l'exiger certaines situations d'urgence.

En tant qu'associations européennes, les membres d'EurAC partagent la même vision et le même objectif, à savoir que la politique de l'Union Européenne et de ses États membres en Afrique Centrale soit davantage cohérente et attentive aux besoins et aspirations des populations de cette région, notamment les plus vulnérables et les plus marginalisées.

En outre, les membres d'EurAC partagent une même conception du développement et du partenariat. Elles désirent s'attaquer aux causes structurelles du sous-développement des populations et appuyer ou accompagner des dynamiques locales. L'identification, l'exécution et l'évaluation des actions de développement relèvent avant tout de leurs partenaires et des populations locales que ceux-ci accompagnent.

Après plus de dix ans de conflits, le Rwanda, la RDC et le Burundi sont parmi les pays les moins développés du monde. Bien que le processus électoral se soit déroulé avec succès au Congo, que le Burundi ait vécu la mise en place de nouvelles institutions après les élections de l'été 2005 et bien que le processus de transition vers la démocratie ait trouvé sa clôture formelle en 2003 au Rwanda, les processus de paix restent fragiles et doivent être consolidés dans chacun de ces pays.

L'objectif d'EurAC et de Justice et Paix, en présentant ce document à la future présidence allemande de l'UE, à la Commission européenne et au Parlement européen, est d'inciter l'UE:

- A instituer une stratégie régionale dans le cadre de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) ayant pour objectif la paix et la gouvernance dans la région ;
- A soutenir le renforcement des acteurs non-étatiques comme partenaires indispensables au développement des pays de la région des Grands Lacs ;
- A utiliser, dans leurs relations d'aide avec les différents pays des Grands Lacs, des critères de référence (benchmarks) plus précis et qui orientent, à l'échelle régionale, la coopération vers une paix effective et la satisfaction des besoins des populations.

Le but de ce document est d'encourager la présidence européenne et, à travers elle, les pays membres de l'Union à profiter du moment charnière que va vivre la région des Grands Lacs durant le premier semestre 2007 pour relancer durablement les chances de la paix dans cette partie éprouvée du monde et positionner l'Europe comme un interlocuteur politique majeur, en complément de son rôle de bailleur privilégié.

Ainsi, nos recommandations mettent en avant les 5 thèmes-clefs qui nous paraissent devoir figurer à l'agenda des discussions avec les gouvernements de ces pays dans les 6 mois qui viennent :

- la consolidation de la paix
- le soutien à la bonne gouvernance
- le benchmarking pour l'aide au développement
- la décentralisation
- le renforcement des acteurs non-étatiques comme contre-pouvoir

¹ EurAC est le réseau européen des ONG actives en Afrique centrale et compte 43 organisations membres issues de 12 pays européens (dont Justice et Paix est un membre actif belge).

Dans ce contexte, la présidence allemande peut faire la différence !

Les recommandations

La situation politique et sociale requiert une très grande attention. L'UE et les autorités de la région des Grands Lacs doivent adopter une stratégie régionale à long terme. La stratégie européenne doit être adaptée à chaque pays en tenant compte de leurs particularités. La société civile, ONG en tête, ont un grand rôle à tenir comme experte du terrain et garde-fou.

1) Consolidation de la paix

⇒ à l'attention des Institutions de l'UE

- Elaboration d'une stratégie européenne conjointe aux institutions de l'UE et aux Etats membres sur le moyen et long terme afin de gagner en efficacité et clarté vis-à-vis de la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs africains ;
- Soutien et action de l'UE et de sa délégation en RDC par son Programme d'Appui à la Justice pour combattre efficacement l'impunité et restaurer les services judiciaires de l'état congolais ;
- Pression de la troïka de l'UE sur le gouvernement du Burundi et les rebelles du FNL pour aller de l'avant avec les accords de paix. Les gens ont besoin d'un climat de paix pour pouvoir combattre la pauvreté, cause principale de la guerre. Dans le même sens, l'accent doit être mis sur l'inclusion prévue dans les accords d'Arusha et la Constitution ;
- Engagement fort de la part de l'UE afin de permettre au Burundi, au Rwanda et à la RDC de parvenir à la souveraineté alimentaire.

⇒ à l'attention des Etats de la RDC, du Burundi et du Rwanda

- Respect de leurs engagements et mise en oeuvre des recommandations de la Conférence (dont on espère qu'elle se tiendra finalement en janvier à Nairobi) Internationale pour la paix, la sécurité et le développement dans les Grands Lacs impliquant les gouvernements locaux, les sociétés civiles et tous les acteurs internationaux : l'UE, l'UA et l'ONU ;
- Action des Etats du Rwanda, du Burundi et de la RDC en faveur de la justice pour les crimes de guerre et le génocide en collaborant avec les cours et les tribunaux internationaux ou en mettant sur pied des institutions judiciaires ou des commissions nationales indépendantes à cette fin ;
- Mise en œuvre par les autorités de la RDC, en coopération avec les Etats voisins d'une lutte réelle contre l'impunité en établissant la vérité au sujet des faits historiques de l'occupation récente d'une partie du pays et de la guerre civile afin de disposer de bases solides pour un processus de réconciliation et de construction de la paix.

2) Soutien à la bonne gouvernance

⇒ à l'attention des institutions de l'UE

- Elaboration d'une stratégie européenne conjointe aux institutions de l'UE et aux Etats membres sur le moyen et long terme afin de gagner en efficacité et clarté vis-à-vis d'un soutien à la bonne gouvernance dans la région des Grands Lacs africains ;
- Identification de priorités clefs qui vont permettre de faire bénéficier les pays de la région des Grands Lacs africains du fonds d'initiative de gouvernance de la Commission européenne de 2.7 milliards € en résolvant des problèmes identifiés ci-dessus ;
- Engagement fort de la Commission européenne pour une bonne gouvernance en théorie, mais aussi et surtout en pratique, c'est à dire par l'allocation de ses aides ;
- Prise de conscience de la priorité du soutien financier comme essentielle pour la bonne gouvernance par les acteurs du Consensus Européen du Développement.

⇒ à l'attention de l'UE et des Etats burundais, rwandais et de la RDC

- Mise en place de programmes de soutien et de dialogues politiques entre le Conseil, la Commission et les gouvernements du Burundi, du Rwanda et de la RDC afin de construire de solides institutions ;

- Appui fort de la part des institutions européennes, au premier rang desquelles la Commission européenne, dans la lutte en faveur d'une meilleure gouvernance du contrôle des ressources naturelles de la RDC.
- ⇒ **à l'attention des Etats de la RDC, du Burundi et du Rwanda**
- Engagement fort des trois Etats de la région en matière de gouvernance. Ils sont les responsables ultimes de la mise en œuvre de ces bonnes pratiques.

3) Benchmarking pour l'aide au développement

EurAC tient à souligner que le bon accueil initial par la Commission européenne et le Conseil européen de nos propositions démontre la légitimité de nos benchmarks dans le cadre de la paix et la sécurité, la démocratie, la justice, les Droits de l'Homme et la bonne gouvernance économique.

- ⇒ **à l'attention des institutions de l'UE**
- Prise en compte des benchmarks pour l'élaboration d'une stratégie européenne conjointe aux institutions de l'UE et aux Etats membres sur le moyen et long terme afin de gagner en efficacité et clarté vis-à-vis du soutien à la gouvernance dans la région des Grands Lacs Africains ;
- Précision concrète du contenu des benchmarks par l'UE et notamment la Commission dans le contexte spécifique de l'Afrique des Grands Lacs et dans le cadre de l'établissement de benchmarks pour le dialogue politique avec les bénéficiaires de l'aide européenne dorés et déjà engagé ;
- Précision des définitions strictes des benchmarks par l'UE et notamment la Commission sans perdre toute flexibilité pour les adapter à chaque situation dans chaque pays de la région des Grands Lacs et à des objectifs de court terme ;
- Amélioration urgente plus poussée du rôle de coordinateur de la Commission des bientôt 27 Etats membres et des institutions de l'UE pour gagner en efficacité et en visibilité dans la région.
- ⇒ **à l'attention de l'UE et des Etats burundais, rwandais et de la RDC**
- Inscription des progrès en matière de liberté d'expression, de la presse en particulier et de la sécurité des défenseurs des Droits de l'Homme comme benchmarks particulièrement efficaces à court terme par la Commission et les 3 Etats africains ;
- Prise en compte par la troïka européenne et les 3 Etats des Grands Lacs d'une collaboration avec les Acteurs Non Etatiques comme échelon conséquent dans ce processus.

4) Décentralisation

- ⇒ **à l'attention des institutions de l'UE**
- Elaboration d'une stratégie européenne conjointe aux institutions de l'UE et aux Etats membres sur le moyen et long terme afin de gagner en efficacité et clarté vis-à-vis du processus de décentralisation dans la région des Grands Lacs Africains ;
- Soutien de l'UE par sa troïka institutionnelle et par les délégations européennes dans ces trois pays africains aux autorités locales, aux gouvernements centraux, ainsi qu'aux Acteurs Non Etatiques afin d'appliquer ces réformes.
- ⇒ **à l'attention des autorités centrales et locales de la RDC, du Burundi et du Rwanda**
- Mise en œuvre des réformes de décentralisation, du renforcement des autorités locales, de la déconcentration des services étatiques et des ressources fiscales au niveau local par le Burundi, le Rwanda et la RDC. Ces réformes sont des clés de l'amélioration de la gouvernance, de la démocratie, de développement et d'efficacité ;
- Prise en compte et renforcement des Acteurs Non Etatiques à un niveau local pour faciliter leur implication dans la gouvernance et le processus décisionnel locaux, par les autorités centrales et locales des pays centrafricains concernés. C'est une nécessité pour ne pas rater la décentralisation.

5) Renforcement des Acteurs Non Etatiques

⇒ à l'attention des institutions de l'UE

- Elaboration d'une stratégie européenne conjointe aux institutions de l'UE et aux Etats membres sur le moyen et long terme afin de gagner en efficacité et clarté vis-à-vis du renforcement des Acteurs Non Etatiques dans la région des Grands Lacs africains ;
- Soutien politique et financier particulier, appuyé et fort des Etats membres de l'UE, de la Commission et des délégations européennes au développement d'ANE locaux forts dans tous les pays de la région, où la situation est fragile et la liberté d'expression des organisations est mise en danger par la mauvaise situation des Droits de l'Homme. La première étape devrait être de prendre en considération leurs contributions à la programmation et la mise en œuvre du FED ;
- A cet égard, EurAC et ses partenaires dans la région des Grands Lacs réaffirment leur disponibilité à participer au processus de programmation politique, dans le respect des rôles des Institutions et de la Société civile, car la cohésion sociale naît de cette complémentarité.

⇒ à l'attention des gouvernements du Rwanda, du Burundi et de la RDC et des institutions de l'UE

- Appui politique et financier au renforcement des capacités d'action des Acteurs Non Etatiques actifs dans ces trois pays, par les gouvernements de ces pays et les acteurs européens des Etats membres de l'UE, de la Commission et des délégations européennes. Les ANE jouent un rôle important dans le nouveau paysage des sociétés post-conflit. C'est une condition importante de la démocratie et de la bonne gouvernance et ainsi du développement et de la prospérité.

⇒ à l'attention des institutions officielles du Burundi, du Rwanda et de la RDC

- Respect par le gouvernement burundais des règles de base de l'Etat de droit telles qu'inscrites dans la Constitution et, en particulier, la séparation des pouvoirs, la liberté d'expression et les autres droits humains ;
- Mise en place effective et rapide par les institutions nouvellement élues de RDC d'actions visant à assurer et sécuriser la situation des ANE ;
- Mise en place effective et rapide par le gouvernement du Rwanda d'actions visant à assurer et sécuriser la situation des acteurs de la société civile.



Novembre 2006.

Partie du document collectif réalisé dans le cadre d'EurAc : *Mémoire d'EurAC pour la présidence allemande de l'Union Européenne*, 1^{er} semestre 2007, disponible sur www.eurac-network.org